



# BON A SAVOIR DANS LA PRESSE DCF

06/20/2019

Développement de la Côte d'Ivoire

P2

## **2020 : Les convictions d'Amadou Gon Coulibaly**

Basculement au budget-programmes

P6

### **Le gouvernement opte pour plus d'efficacité dans la gestion budgétaire**

Infrastructures routières

P6

### **Des routes, des échangeurs... pour faciliter le développement**

Programmes emploi jeunes

P10

### **Cap sur le transfert des compétences aux collectivités territoriales**

Règlement, médiation et prévention des conflits en Afrique

P12

### **Vers la création d'un Haut conseil des sages, sous l'autorité du Roi du Maroc**

## Développement de la Côte d'Ivoire

# 2020 : Les convictions d'Amadou Gon Coulibaly

Le Premier ministre, sur Twitter, partage régulièrement avec ses abonnés la vision que lui inspirent les instructions quotidiennes du Chef de l'État. Morceaux choisis de ses convictions pour la nouvelle année.

**A**madou Gon Coulibaly est à la tâche. Le Premier ministre du Président Alassane Ouattara ne dort pas. Il consacre l'essentiel de son énergie à la coordination des actions du gouvernement et à la mise en pratique des orientations du Chef de l'État. Quand son temps le lui permet, il distille sur son compte Twitter les convictions qui sous-tendent ses actions.

### Son attachement au Président de la République

En parcourant son compte Twitter, on se rend tout de suite compte que le Premier ministre a un patron (logique) mais on découvre surtout que le Président de la République est pour lui un maître. Il le cite régulièrement « Depuis l'accession à la Présidence de la République de SEM Alassane Ouattara, la Côte d'Ivoire s'est stabilisée politiquement et économiquement. Le pays s'est reconstruit, modernisé et sa croissance accélérée est l'une des plus fortes de la région », justifie-t-il. Avant d'énoncer son engagement. « Je reste mobilisé et engagé auprès du Président de la République Alassane Ouattara pour faire franchir à la Côte d'Ivoire les frontières de l'émergence, synonyme de bien-être partagé et d'amélioration des conditions de vie de tous les Ivoiriens. » La stratégie économique développée par la Côte d'Ivoire depuis 2012 a prouvé son efficacité.

« Aujourd'hui, la priorité de mon gouvernement est d'améliorer le quotidien des Ivoiriens en apportant des réponses concrètes aux besoins sociaux des plus défavorisés. » Le Premier ministre évoque là son credo favori.



Le Premier ministre est toujours en contact avec les populations... (PH: DR)

### L'amélioration des conditions de vie en Côte d'Ivoire

Ce sujet tient particulièrement à cœur au Premier ministre, ministre du Budget : « L'amélioration des conditions de vie en Côte d'Ivoire est plus que jamais au cœur de notre action. Cela passe par plusieurs mesures prioritaires : l'accès à l'eau potable et à l'électricité, à des services de santé performants, à l'éducation ainsi qu'au logement. »

Il revient régulièrement dessus dans ses posts. « Notre volonté est de permettre à chaque famille de Côte d'Ivoire d'avoir accès à un

logement et d'aider un maximum de ménages à devenir propriétaires. »

Comme il est Premier ministre, grand technicien et homme de terrain, Gon Cou-

libaly sait ce qu'il faut faire. « Pour cela, nous poursuivons la construction de logements sociaux et nous allons faciliter l'accès au financement immobilier. »

Amadou Gon Coulibaly explique aussi à ses followers les sources de financements des actions sociales de son gouvernement. « La croissance économique de la Côte d'Ivoire a permis à l'État

d'investir massivement dans les services sociaux de base, pour favoriser l'accès de tous à l'eau potable, aux soins de santé et à l'électricité, aussi bien en zone urbaine que rurale. »

**« Les actions sociales du gouvernement doivent avoir un impact concret et puissant pour les populations. Nous nous donnons tous les moyens pour y parvenir. Le Plan social du gouvernement 2019-2020 comprend 156 actions, 67 projets majeurs et 57 réformes. »**

### Avec une attention particulière accordée à la santé.

En matière de santé, « nous nous battons au quotidien pour que chaque Ivoirienne et chaque Ivoirien puissent avoir accès à des soins de qualité dans un centre de santé, quel que soit le quartier, le village, la ville où il habite et quel que soit son niveau de vie. »

Suite page 3

Suite de la page 2

**La jeunesse au cœur de ses actions**

La formation, l'emploi jeune, les stages ; que de posts accordés par le Premier ministre aux jeunes. « Depuis janvier 2019, les entreprises qui proposent des stages-écoles aux étudiants et aux élèves bénéficient d'un crédit d'impôt. Cette mesure importante doit permettre à notre jeunesse de mieux se former pour participer au développement du pays. »

A ces jeunes, le chef de gouvernement leur demande de garder espoir. « Il est essentiel que nous montrions aux jeunes, par nos attitudes, par nos discours et par notre politique économique et sociale, qu'il existe des motifs d'espoir. »

Et aussi parce que les signaux sont bons. « L'économie ivoirienne est aujourd'hui considérée comme l'une des plus performantes du continent africain. »

Redistribution de la richesse Pas de sujet tabou pour Gon Coulibaly qui est très attentif aux préoccupations des Ivoiriens. « Les Ivoiriens restent toutefois en attente des retombées concrètes des fruits de cette croissance et d'une redistribution plus importante de la richesse créée. C'est pour répondre à cet objectif qu'a été conçu le Programme social du gouvernement 2019-2020. »

Cela exige une priorité. « Pour que chaque Ivoirien et chaque Ivoirienne puissent profiter de ce dynamisme, ma priorité est d'accélérer le rythme des créations d'emplois. »

La redistribution des richesses passe aussi par les actions sociales. « Les actions sociales du gouvernement doivent avoir un impact concret et puissant pour les populations. Nous nous donnons tous les moyens pour y parvenir. Le Plan social du gouvernement 2019-2020 comprend 156 actions, 67 projets majeurs et 57 réformes. »

**L'école pour tous**

La formation, la scolarisation sont des actions inscrites en or dans le programme du gouvernement. Et pour cause « 42 % des Ivoiriens sont âgés de moins de 15 ans. Ils représentent une immense chance pour notre pays. Je souhaite donner à cette jeunesse les moyens de vivre dignement. Pour



Le Premier ministre est à la tâche. Les réalisations le témoignent. (PH: DR)

cela, l'éducation et la formation ont été élevées au rang de priorité par mon gouvernement. » L'accès à l'éducation est l'une des priorités majeures de l'État, ajoute Amadou Gon Coulibaly. Qui résume les acquis en la matière.

« De 2011 à 2018, 30 621 salles de classe du préscolaire et du primaire ont été construites ainsi que 242 établissements secondaires, 2 Cafop et 7 établissements

d'enseignement technique et professionnel. » Autres acquis, « les conditions d'apprentissage des étudiants : l'enveloppe budgétaire allouée au paiement des bourses et secours financiers vient d'être augmentée à hauteur de 8 milliards de FCfa.

« L'objectif est de créer un environnement propice à l'épanouissement des étudiants. »

**Intégrer les femmes dans l'économie**

Lutte contre la pauvreté, autonomisation de la femme. Le Premier ministre voit mieux. « La Côte d'Ivoire continuera à se développer si nous parvenons à mieux intégrer les femmes dans l'économie et si nous développons notre capital humain afin de mieux répondre aux besoins du marché du travail. »

**« Les conditions d'apprentissage des étudiants : l'enveloppe budgétaire allouée au paiement des bourses et secours financiers vient d'être augmentée à hauteur de 8 milliards de FCfa. »**

**La lutte contre la pauvreté**

« Il faut se souvenir que le

taux de pauvreté dans notre pays était passé de 10 % en 1985 à 51 % en 2011 ! Depuis, il n'a cessé de décroître : il était de 46 % en 2015 et devrait continuer de baisser cette année pour se situer aux alentours de 35 %. » Actions concrètes : « L'État verse désormais 36 000 F Cfa tous les trois mois à 100 000 ménages à très faibles revenus. En contrepartie, ces derniers s'engagent à faire vacciner leurs enfants de moins de 5 ans et à les scolariser. Tout cela permet de sortir beaucoup de gens de l'extrême pauvreté. » Le gouvernement est au travail pour atteindre l'objectif fixé par le Président de la République

Malgré ses acquis, Amadou Gon Coulibaly et son équipe sont toujours à la tâche. « La mise en œuvre du PS-Gouv 2019-2020 commence à donner ses premiers résultats positifs. Le gouvernement est au travail pour atteindre l'objectif fixé par le Président de la République : bâtir une Côte d'Ivoire prospère et en paix. » ■

BLEDSON MATHIEU



Construction, réhabilitation et équipement de centres de santé... sont quasiment quotidiens. (PH: DR)

Nouvel an

# Les vœux au Chef de l'État aujourd'hui

Le Président de la République Alassane Ouattara reçoit, ce matin au Palais, les différents corps constitués.

La traditionnelle cérémonie de vœux au Chef de l'État a lieu, aujourd'hui, au Palais présidentiel. Selon le communiqué de la direction générale du protocole d'État, elle débutera aux alentours de 9h. Six grands groupes se succéderont devant le Président Ouattara. Le premier à passer est celui constitué par les chefs de missions diplomatiques, les représentants des organisations internationales, les consuls honoraires et les ambassadeurs de Côte d'Ivoire au département central. Le deuxième groupe est composé des membres du Bureau de l'Assemblée nationale, du Sénat, du Conseil constitutionnel, des hauts représentants de la magistrature, et des cadres de la justice, une délégation du Conseil économique, social, environnemental et culturel. Dans ce groupe, on retrouvera des membres du Conseil de l'Ordre de la Grande chancel-



Les corps constitués présentent aujourd'hui leurs vœux au Chef de l'État. (PHOTOS : D. R)

lerie, des membres du Bureau de la Commission électorale indépendante, des membres du Conseil de la haute autorité pour la bonne gouvernance et les membres de

l'Inspection générale d'État. Dans le troisième groupe, on retrouve les préfets de région, les présidents des Conseils régionaux, le bureau de l'Union des villes et com-

munes de Côte d'Ivoire, les maires du district d'Abidjan, le maire de Yamoussoukro et les présidents ou secrétaires généraux des partis et regroupements politiques. Le

quatrième groupe est celui des Forces armées de Côte d'Ivoire. Le groupe cinq, de loin le plus fourni, comprend, entre autres, le président de l'académie des sciences, des arts, des cultures d'Afrique et des diasporas africaines, les présidents des universités publiques de Côte d'Ivoire, le président de la haute autorité de la communication audiovisuelle, la présidente du Conseil national des droits de l'homme, le président de l'autorité nationale de la presse et bien d'autres personnalités. Le groupe VI est composé des membres de la direction de la Chambre nationale des

rois et chefs traditionnels, des membres du forum national des confessions religieuses et du Conseil supérieur des imams. Cette cérémonie sera une occasion pour le Chef de l'État de rassurer l'ensemble des Ivoiriens sur le processus de développement en cours en Côte d'Ivoire, sur la stabilité dans ce pays. Ici, la question de l'élection présidentielle sera abordée. Ce sera aussi l'occasion pour lui de parler des perspectives, c'est-à-dire ce qui se fera dans les années à venir.

ÉTIENNE ABOUA

## Une plateforme pour préparer la victoire des houphouëtistes créée



Touré Alpha Yaya, président de la Plateforme pour la victoire du Rhd (Pv-Rhd) et L.anciné Daby, directeur exécutif adjoint chargé des militants de l'intérieur lors de la cérémonie de lancement de cette nouvelle structure.

Un nouvel instrument pour la promotion des actions de la formation politique des houphouëtistes vient de naître. Il s'agit de la Plateforme pour la victoire du Rhd (Pv-Rhd). Elle a été présentée samedi aux cadres et militants de ce parti qui avaient pris d'assaut la rue Lepic à Cocody. Touré Alpha Yaya, le président de cette plateforme forte d'une soixantaine de mouvements et associations proches du Rhd, a soutenu que son objectif est non seulement de constituer un bouclier autour du Président Ouattara, faire connaître ses actions et instruire les populations sur ses grandes réalisations, mais aussi de mobiliser les couches sociales pour une victoire certaine de l'alliance au pouvoir aux échéances électorales à venir. « L'apport des mouvements et associations n'est pas négligeable. C'est pourquoi nous avons constitué cette plateforme pour ratisser large dans toutes les 31 régions de la Côte d'Ivoire en vue de mieux vendre les idéaux du Rhd », a-t-il fait savoir, non sans demander à la direction du Rhd de les accompagner

financièrement dans le cadre de leurs activités. S'adressant aux responsables des mouvements et organisations membres de ladite plateforme, Touré Alpha Yaya les a rassurés du soutien du Chef de l'État, du Premier ministre Gon Coulibaly, du directeur exécutif Adama Bictogo et de l'ensemble des cadres de la formation politique des houphouëtistes. Lanciné Daby, directeur exécutif adjoint chargé des militants de l'extérieur, représentant la direction du Rhd à cette cérémonie, s'est félicité de l'avènement de cette plateforme. Il a souhaité que cette initiative n'aille pas à l'encontre des actions de leur parti politique. En ce qui concerne le plaidoyer portant sur les moyens de financement pour soutenir les animateurs de la plateforme en question, ce dernier a fait savoir que ceux-ci seront d'abord jugés sur le terrain. « Tout bon projet obtient toujours un financement. Si d'emblée ce sont des actions qui vont aider le président du Rhd, ils auront le financement du Rhd », a-t-il précisé.

K. MAMADOU

## Rhd/ Adama Bictogo aux délégués départementaux et communaux: " Vous êtes la force motrice avec qui nous allons gagner toutes les échéances électorales "



Le directeur exécutif du Rhd a mobilisé les cadres de son parti.

Le directeur exécutif du Rhd, Adama Bictogo, dit compter sur l'apport des délégués départementaux et communaux pour assurer la victoire de son parti politique en 2020. Par conséquent, il les a invités, samedi, à quadriller le terrain pour mieux transmettre les actions de l'alliance au pou-

voir. « À la vérité, ceux qui vont animer le parti, c'est bien vous. Vous êtes la colonne vertébrale du parti. Vous êtes la force motrice avec qui nous allons gagner toutes les échéances électorales à venir », s'est-il convaincu lors d'un séminaire organisé au Palais de la Culture Bernard Dadié de Abidjan.

Au cours de cet atelier, une initiative de Dr Adama Coulibaly, directeur exécutif adjoint chargé de l'organisation et de l'implantation, M. Bictogo a prévenu les délégués départementaux et communaux de la rudesse des prochaines batailles qu'ils doivent pourtant remporter au prix du sacrifice que devra consentir chacun d'entre eux. « Je suis venu diriger vos travaux, au début d'une année spéciale, au lendemain de ce que nous avons tous vécu au mois de décembre, montrant clairement que la bataille ne sera pas facile, mais que nous allons gagner parce que vous serez bien organisés », a-t-il lancé à l'assistance qui a salué ses déclarations par des hourras. Revigoré par la salve d'applaudissements de la salle, le directeur exécutif a appelé les participants à ce séminaire à être, dans leurs zones respectives, les directeurs de campagne du Rhd. « Chacun doit considérer que chaque jour, il doit pouvoir donner le meilleur de lui-même pour que le Rhd gagne ces élections », a-t-il insisté. Adama Bictogo a tenu à préciser que 2020 n'est pas seulement une année, mais

un tournant, le début d'un nouveau cycle qui doit être géré par une nouvelle génération qui sera issue de l'alliance des houphouëtistes. « Les meilleurs sont au Rhd. Et comme nous sommes les meilleurs, nous devons prendre ce virage en étant très bien organisé », a-t-il conseillé. Avant d'informer ses interlocuteurs de la tenue d'une deuxième rencontre à partir du 1er février, il a affirmé qu'à cette occasion, ils seront instruits par le directeur exécutif adjoint chargé de l'organisation et de l'implantation sur la manière dont ils seront désormais évalués et visités par des responsables de sa direction qui passeront une fois par mois en vue de s'assurer de l'effectivité de la mise en place des sections, des comités de base et de l'animation de ces structures. Dr Adama Coulibaly à l'entame de ce séminaire, avait présenté le plan de l'exposé de cette séance de formation. Les points à l'ordre du jour portaient entre autres sur la feuille de route des responsables des structures décentralisées du Rhd, sur la structuration des comités de base et des sections.

KANATÉ MAMADOU

Cohésion sociale / Raymonde Goudou aux chefs traditionnels :

“ Vous devez être les vecteurs de la paix et de l'apaisement ”

La ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public a présenté ses vœux aux rois et chefs traditionnels.

Comme elles le font depuis quelques années, Raymonde Goudou-Coffie, ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public et la sénatrice Louise Adjoua N'Goh Tamini ont présenté leurs vœux à l'ensemble des chefs de village et de quartier de Toumodi ainsi qu'aux responsables des différentes communautés allochtones et allogènes. C'était le 4 janvier, au domicile de la ministre à Toumodi, en présence d'Idrissa Koné, maire de la cité de l'agouti; de Germain Yao, directeur général des routes et de Benoît Ahoissi, chef de cabinet du ministre de la Promotion des Pme. Bien que la rencontre était «apolitique», Raymonde Goudou-Coffie a invité les têtes couronnées et les représentants de la population de cette ville cosmopolite à faire preuve de discernement cette année. « Vous devez être des vecteurs de la paix et de l'apai-



La ministre Raymonde Goudou-Coffie a échangé avec les dépositaires des us et coutumes de sa localité.

sement», a-t-elle conseillé. Elle leur a fait remarquer que cette nouvelle année compte d'énormes défis à relever par tous, d'autant qu'elle va être marquée par les élections. Elle les a exhortés à refuser toutes les formes de délation des partis politiques qui vont se

succéder dans leurs localités. Parce que la délation, a-t-elle noté, est source de discours haineux qui font le lit de la violence. La ministre a donc recommandé une extrême vigilance face aux discours des hommes politiques et de leurs fils, de sorte à évit-

ter la division et la violence à Toumodi. Quant à la sénatrice Louise Adjoua N'Goh Tamini, elle a déploré le fait que des villages soient dirigés par trois, voire quatre chefs, eu égard au non respect des coutumes par certains jeunes devenus esclaves

de l'alcool et de la drogue. Cupides à souhait et à la solde du premier venu, ces chefs autoproclamés font prospérer la violence et la division dans les villages. La sénatrice les a invités à prendre leurs responsabilités, en faisant cesser les discours haineux de ces jeunes. Et surtout à ramener à l'ordre tous les responsables politiques qui tombent dans les dérives verbales.

Louise Adjoua N'Goh Tamini a, enfin, exhorté les chefs traditionnels de Toumodi à ne pas perdre de vue leur mission de réconciliation entre le Président Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié. Après avoir rappelé que 2020 est une année électorale, le maire Idrissa Koné a, pour sa part, demandé à ses administrés d'aller voter en fonction de leurs convictions politiques.

En sa qualité de porte-parole des chefs de village de la commune de Toumodi, Nanan N'Guessan Koffi, chef du village d'Abli-Ailoubo, a expliqué que les divisions viennent des hommes politiques et surtout des cadres qui mani-

pulent les chefs et leurs parents. C'est pourquoi il a invité ses pairs à rester dignes.

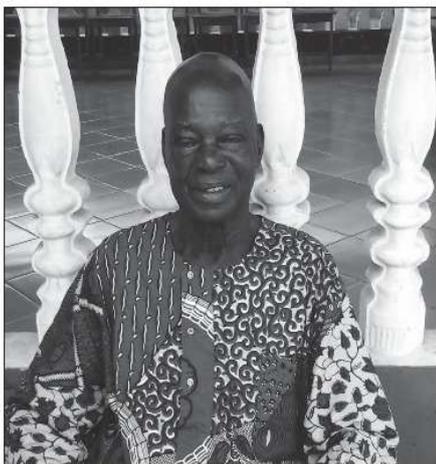
Quant à Nanan Koffi Djé, porte-parole des chefs des villages de la sous-préfecture de Toumodi, il a fait savoir que les habitants doivent fonctionner comme les abeilles. Chaque matin, chacun va en brousse, mais la nuit tombée, tout le monde regagne la ruche avec le nectar obtenu, pour contribuer à la confection du miel, a-t-il indiqué. Avant de promettre que très bientôt, Toumodi prendra sa part dans les efforts de réconciliation entre les deux frères, Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié.

À la ministre et à la sénatrice, il a présenté deux doléances en lien avec le statut des chefs: la rémunération des têtes couronnées face aux multiples sollicitations dont elles sont l'objet dans l'exercice de leur mission et l'institution d'un insigne permettant de reconnaître les chefs, afin de leur rendre les honneurs dus à leur rang.

N'DRI CÉLESTIN

Démenti / Nanan Assoa Kouassi 2 :

« Kotobi n'est pas un soutien de Gps »



n'ai pas été informé de leur visite. Je ne les ai même pas vus. Mes pairs m'ont appelé pour en savoir plus. Je n'ai jamais rencontré qui que ce soit appartenant au parti de Guillaume Soro. Effoli 2 n'est pas le chef de Kotobi, encore moins un notable. Par conséquent, il ne peut pas parler au nom de la chefferie. Notre localité n'est pas un soutien de Gps», a-t-il précisé à l'entame de son message. Et de clarifier la situation de Effoli 2 dans la gestion de Kotobi : « Effoli 2 est le représentant de Nanan Effoli, le précédent chef du village qui est décédé. Il a pensé que la succession lui revenait, alors que sa lignée n'a pas droit au trône puisqu'il y a 3 grandes familles qui gèrent le trône à tour de rôle. Au décès de Nanan Effoli, c'est ma lignée qui avait droit au trône, d'où le choix porté sur ma personne. Effoli 2 n'a jamais accepté cela et s'est lancé dans une opération de déstabilisation; c'est pourquoi il se fait souvent passer pour le chef. Il n'est pas dans ma notabilité et ne peut donc pas parler au nom de la chefferie.

Il habite à Amélékia, situé à Abengourou et vient à Kotobi lors des grands événements comme la fête des ignames qui a eu lieu le 21 décembre. Je suis le seul chef reconnu par l'administration». Nanan Assoa Kouassi 2 insiste surtout sur le fait que les propos tenus par Effoli 2 n'engagent que lui. «A partir du moment où il n'a aucune responsabilité dans la notabilité, ce qu'il dit n'engage pas Kotobi. Il est le seul responsable de ses propos. Nanan Tehoua m'a appelé pour en savoir plus sur cette affaire. Je le saisirai, dans les jours à venir, pour que l'on fasse comprendre à Effoli 2 qu'il ne doit pas engager la notabilité dans les actes qu'il pose. Il n'a aucune influence ici et ne peut faire basculer Kotobi dans ce parti dont il parle». Nanan Assoa Kouassi 2 a, pour terminer, assuré à ses parents qu'il demeure le garant de la tradition et le seul qui peut engager Kotobi, et non des personnes qui sont très loin de la gestion au quotidien de la localité.

M. A

Le 25 décembre, Nanan Assoa Kouassi 2, chef du village de Kotobi, s'est prononcé, en sa résidence, sur la sortie, dans un quotidien de la place, de Nanan Effoli 2, membre de la grande famille Assabousoufou, qui déclarait que Kotobi est un soutien de Gps (Génération et peuples soli-

naires) de Guillaume Soro. Nanan Assoa Kouassi 2 a apporté un démenti formel à ces propos et signifié que la localité qu'il gère depuis 13 ans ne se reconnaît pas dans les affirmations de Nanan Effoli 2 « J'ai été surpris par ces propos. Je ne sais pas à quel moment les membres de Gps sont arrivés à Kotobi. Je

**La Case des mots**  
Par BENOIT HILI

**Vendeurs de peurs (1)**

La peur a ses vendeurs, fournisseurs ou distributeurs. Spéculateurs, les vendeurs de peurs se défont en clameurs, investissant dans les peurs et jouant sur nos douleurs antérieures. Les agitateurs font ainsi leur beurre de nos peurs. Le bonheur des ralleurs d'ici et d'ailleurs est de voir leurs clameurs attirer une clientèle de suiveurs et d'applaudisseurs. D'ailleurs et de ranceurs sont souvent les clameurs. La ranceur, il est vrai, rend vengeur, donc bagarreur. Or, le bonheur de tout baroudeur, c'est d'agiter la peur et de s'attirer des supporters. L'erreur de l'observateur serait de tomber dans le leurre de ces sieurs agitateurs, escrimeurs, esbroufeurs, bateleurs, porteurs et colporteurs de ranceurs. Tirailleurs artilleurs, propagateurs de frayeurs, les vendeurs de peurs feront feu de toute peur, pour revêtir le bonnet trompeur de meneurs, de libérateurs, de sauveurs. Et ces raleurs rageurs verront toujours la noirceur, malgré la splendeur de la lueur.

**Rectificatif**

L'article intitulé «Vers la création d'un Haut conseil des sages, sous l'autorité du Roi du Maroc», paru dans le journal des samedi 4 et dimanche 5 janvier 2020 (page 3), aurait dû être illustré par une photo autre que celle de Sa Majesté Mohammed VI. Toutes nos excuses aux autorités du Maroc et à nos lecteurs.

La Rédaction

## Basculement au budget-programmes Le gouvernement opte pour plus d'efficacité dans la gestion budgétaire

L'un des événements économiques les plus importants de l'année 2019 est sans conteste l'exécution avec succès de tout le processus pour opérer le basculement effectif du budget de moyen au Budget-programmes cette année.

Le Conseil des ministres tenu, le 20 mars 2019, sous la présidence du Chef de l'État Alassane Ouattara, a adopté une communication relative au basculement du Budget de moyen au Budget-programmes à partir de Janvier 2020. Depuis cette date, s'est enclenché sous le leadership du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, le processus de changement de doctrine budgétaire qui a abouti à l'adoption en plénière du premier Budget-programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire par l'Assemblée nationale le 27 novembre 2019, et le Sénat le 16 décembre 2019. Avant les séances plénières parlementaires, toutes les entités gouvernementales ont défilé devant les députés de la Commission des Affaires économiques et financières (Cef) de l'Assemblée nationale puis du Sénat, afin de présenter leurs programmes et justifier les dotations sollicitées pour les mettre en œuvre. Ces sessions très animées qui se sont déroulées

sur trois jours au niveau de chacune des chambres parlementaires, se sont poursuivies parfois jusqu'à tard dans la nuit. La preuve, chacun des programmes a été discuté de fond en comble avant d'être adopté. Le mode budget-programmes est un modèle de gestion des finances publiques initié par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) avec pour objectifs d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. Ce nouveau mode de gestion se caractérise par une nouvelle approche de l'élaboration et de l'exécution du budget qui met l'accent sur les priorités de moyen et long termes, associée à des objectifs de résultats. Ainsi, contrairement au budget annuel, le budget-programmes sera élaboré et présenté pour une période de trois ans. Autrement dit, Cette nouvelle approche de budgétisation privilégie un cadre programmatique pluriannuel associé à des objectifs, en vue d'atteindre des résultats prédéfinis, me-



Le ministre Moussa Sanogo, a eu droit à un standing ovation demandé par les députés de l'opposition de la Cef au dernier jour de l'examen de la Loi de finances 2020. (PH: DR)

surables par des indicateurs de performance annuels qui favorisent la responsabilisation des acteurs et le renforcement du contrôle.

La loi de finances 2020 Élaboré sur la base de cette nouvelle approche, le projet de budget 2020 est structuré en 35 dotations et 149 pro-

grammes budgétaires logés au sein des institutions et des ministères. Il s'équilibre en ressources et en charges à 8 061 milliards de francs CFA et enregistre une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 dont le montant est de 7 334,3 milliards de francs CFA. Les recettes et les dépenses budgétaires prévues

en 2020 s'élèvent respectivement à 4 379,5 milliards de francs CFA et à 5 807,2 milliards de francs CFA. Les ressources et les charges de trésorerie qui s'intègrent à la nomenclature classique du budget-programmes se chiffrent, pour le projet de budget 2020, respectivement à 2 921,8 milliards de francs CFA et à 1 494,1 milliards de francs CFA. Cet équilibre devrait s'établir à 8 432,6 milliards de francs CFA et à 9 383,1 milliards de francs CFA respectivement en 2021 et 2022.

Le Budget général 2020 de la Côte d'Ivoire est de loin le plus important dans l'espace Uemoa. Le pays qui vient juste après nous se situe à un peu plus de 4000 milliards de Fcfa, selon le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget, Moussa Sanogo. « Nous sommes donc assez loin devant. Cela montre que nous avons une économie assez performante. Quoi qu'on en dise, si vous n'avez pas une économie qui marche bien, il vous est impossible de projeter un tel niveau de budget », a-t-il indiqué dans une interview ac-

cordée à Fraternité Matin. Le budget 2020 se caractérise par des ressources qui, pour l'essentiel, sont intérieures à 80% du budget général, des appuis extérieurs octroyés par partenaires techniques et financiers et le financement de différents programmes de développement pour à peu près moins de 20%. Au niveau de la dépense globale, c'est un budget qui met l'accent sur le maintien du rythme d'investissement pour pouvoir assurer le maintien du rythme de croissance actuel. « C'est donc à peu près 28% des ressources qui vont être consacrées aux dépenses d'investissements ». Le service de la dette constitue à peu près le ¼ des ressources. Les charges salariales constituent aussi un peu moins du ¼ du montant global. « Il faut donc retenir que le budget 2020 est bâti surtout pour faire en sorte que le rythme d'investissement public se maintienne de sorte à ce que nous ayons un rythme de création de richesse qui soit toujours aussi soutenu », Moussa Sanogo. ■

DAVID YA

## Infrastructures routières Des routes, des échangeurs... pour faciliter le développement

Si le Président de la République Alassane Ouattara est tant focalisé sur les routes, c'est bien parce que le développement doit « les emprunter », comme il le souligne à chaque fois. En 2019, comme chaque année depuis son accession à la magistrature suprême en 2011, pas mal de projets d'infrastructures routières ont été inaugurés ou lancés. Rappelons quelques projets qui ont été inaugurés ou lancés en personne par le Chef de l'État. La dernière en date, c'est l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise au carrefour de

la Solibra, inauguré le 16 décembre. Il s'agit d'une belle infrastructure qui, comme son nom l'indique, symbolise les liens forts de coopération que la Côte d'Ivoire entretient avec le Japon. Elle a été financée à hauteur de 32,5 milliards de F Cfa par le gouvernement japonais à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Constitué de deux ponts en béton précontraint, le nouvel échangeur qui a été réalisé en trois ans et généré plus de 500 emplois vient contribuer à renforcer la fluidité de la circulation dans le district d'Abidjan. Aussi a-t-il été pré-



Échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise, l'un des symboles du développement routier en Côte d'Ivoire. (PH: DR)

cisé à son inauguration qu'il y aura une phase du projet dénommée le "3e bras de l'ouvrage" qui, elle, débutera cette année. Il s'agit en fait de la construction du troisième pont à ce carrefour. Avant cet échangeur, l'axe Tiégnboué - Mankono que le Président de la République inaugurerait le 30 novembre, en marge de sa visite d'État dans le Hambol. Ce jour-là, il a donné le premier coup de pelle de la construction de l'axe Mankono - Séguéla. La veille, il lançait les travaux de construction de l'axe Bouaké - Satama Sokoura. On se souvient également que

le 18 septembre, Alassane Ouattara avait aussi lancé un vaste chantier de la réhabilitation de la voirie de Yamoussoukro. Et que le 3 août, il inaugurerait l'axe Adzopé - Yakassé-Attobrou. Longue de 23 kilomètres, cette route a désenclavé le département de Yakassé-Attobrou peuplé de 72 000 âmes qui était carrément coupée de son chef-lieu. En offrant cette infrastructure à la région de La Mé, le Chef de l'État a apporté une réponse à l'une des plus importantes attentes des populations locales. ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

# Basculement au budget-programmes Le gouvernement opte pour plus d'efficacité dans la gestion budgétaire

L'un des événements économiques les plus importants de l'année 2019 est sans conteste l'exécution avec succès de tout le processus pour opérer le basculement effectif du budget de moyen au Budget-programmes cette année.

Le Conseil des ministres tenu, le 20 mars 2019, sous la présidence du Chef de l'État Alassane Ouattara, a adopté une communication relative au basculement du Budget de moyen au Budget-programmes à partir de Janvier 2020. Depuis cette date, s'est enclenché sous le leadership du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du portefeuille de l'État, Moussa Sanogo, le processus de changement de doctrine budgétaire qui a abouti à l'adoption en plénière du premier Budget-programmes de l'histoire de la Côte d'Ivoire par l'Assemblée nationale le 27 novembre 2019, et le Sénat le 16 décembre 2019. Avant les séances plénières parlementaires, toutes les entités gouvernementales ont défilé devant les députés de la Commission des Affaires économiques et financières (Cef) de l'Assemblée nationale puis du Sénat, afin de présenter leurs programmes et justifier les dotations sollicitées pour les mettre en œuvre. Ces sessions très animées qui se sont déroulées

sur trois jours au niveau de chacune des chambres parlementaires, se sont poursuivies parfois jusqu'à tard dans la nuit. La preuve, chacun des programmes a été discuté de fond en comble avant d'être adopté. Le mode budget-programmes est un modèle de gestion des finances publiques initié par l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) avec pour objectifs d'insuffler une plus grande cohérence entre les objectifs de développement et les allocations budgétaires de sorte à accroître l'efficacité de la dépense. Ce nouveau mode de gestion se caractérise par une nouvelle approche de l'élaboration et de l'exécution du budget qui met l'accent sur les priorités de moyen et long termes, associée à des objectifs de résultats. Ainsi, contrairement au budget annuel, le budget-programmes sera élaboré et présenté pour une période de trois ans. Autrement dit, Cette nouvelle approche de budgétisation privilégie un cadre programmatique pluriannuel associé à des objectifs, en vue d'atteindre des résultats prédéfinis, me-



Le ministre Moussa Sanogo, a eu droit à un standing ovation demandé par les députés de l'opposition de la Cef au dernier jour de l'examen de la Loi de finances 2020. (PH: DR)

surables par des indicateurs de performance annuels qui favorisent la responsabilisation des acteurs et le renforcement du contrôle.

**La loi de finances 2020**  
Élaboré sur la base de cette nouvelle approche, le projet de budget 2020 est structuré en 35 dotations et 149 pro-

grammes budgétaires logés au sein des institutions et des ministères. Il s'équilibre en ressources et en charges à 8 061 milliards de francs CFA et enregistre une progression de 9,9% par rapport au budget 2019 dont le montant est de 7 334,3 milliards de francs CFA. Les recettes et les dépenses budgétaires prévues

en 2020 s'élèvent respectivement à 4 379,5 milliards de francs CFA et à 5 807,2 milliards de francs CFA. Les ressources et les charges de trésorerie qui s'intègrent à la nomenclature classique du budget-programmes se chiffrent, pour le projet de budget 2020, respectivement à 2 921,8 milliards de francs CFA et à 1 494,1 milliards de francs CFA. Cet équilibre devrait s'établir à 8 432,6 milliards de francs CFA et à 9 383,1 milliards de francs CFA respectivement en 2021 et 2022. Le Budget général 2020 de la Côte d'Ivoire est de loin le plus important dans l'espace Uemoa. Le pays qui vient juste après nous se situe à un peu plus de 4000 milliards de Fcfa, selon le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget, Moussa Sanogo. « Nous sommes donc assez loin devant. Cela montre que nous avons une économie assez performante. Quoi qu'on en dise, si vous n'avez pas une économie qui marche bien, il vous est impossible de projeter un tel niveau de budget », a-t-il indiqué dans une interview ac-

cordée à Fraternité Matin. Le budget 2020 se caractérise par des ressources qui, pour l'essentiel, sont intérieures à 80% du budget général, des appuis extérieurs octroyés par partenaires techniques et financiers et le financement de différents programmes de développement pour à peu près moins de 20%. Au niveau de la dépense globale, c'est un budget qui met l'accent sur le maintien du rythme d'investissement pour pouvoir assurer le maintien du rythme de croissance actuel. « C'est donc à peu près 28% des ressources qui vont être consacrées aux dépenses d'investissements ». Le service de la dette constitue à peu près le ¼ des ressources. Les charges salariales constituent aussi un peu moins du ¼ du montant global. « Il faut donc retenir que le budget 2020 est bâti surtout pour faire en sorte que le rythme d'investissement public se maintienne de sorte à ce que nous ayons un rythme de création de richesse qui soit toujours aussi soutenu », Moussa Sanogo. ■

DAVID YA

## Infrastructures routières Des routes, des échangeurs... pour faciliter le développement

Si le Président de la République Alassane Ouattara est tant focalisé sur les routes, c'est bien parce que le développement doit « les emprunter », comme il le souligne à chaque fois. En 2019, comme chaque année depuis son accession à la magistrature suprême en 2011, pas mal de projets d'infrastructures routières ont été inaugurés ou lancés. Rappelons quelques projets qui ont été inaugurés ou lancés en personne par le Chef de l'État. La dernière en date, c'est l'échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise au carrefour de

la Solibra, inauguré le 16 décembre. Il s'agit d'une belle infrastructure qui, comme son nom l'indique, symbolise les liens forts de coopération que la Côte d'Ivoire entretient avec le Japon. Elle a été financée à hauteur de 32,5 milliards de F Cfa par le gouvernement japonais à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (Jica). Constitué de deux ponts en béton précontraint, le nouvel échangeur qui a été réalisé en trois ans et généré plus de 500 emplois vient contribuer à renforcer la fluidité de la circulation dans le district d'Abidjan. Aussi a-t-il été pré-



Échangeur de l'amitié ivoiro-japonaise, l'un des symboles du développement routier en Côte d'Ivoire. (PH: DR)

cisé à son inauguration qu'il y aura une phase du projet dénommée le "3e bras de l'ouvrage" qui, elle, débutera cette année. Il s'agit en fait de la construction du troisième pont à ce carrefour. Avant cet échangeur, l'axe Tiégnboué - Mankono que le Président de la République inaugurerait le 30 novembre, en marge de sa visite d'État dans le Hambol. Ce jour-là, il a donné le premier coup de pelle de la construction de l'axe Mankono - Séguéla. La veille, il lançait les travaux de construction de l'axe Bouaké - Satama Sokoura. On se souvient également que

le 18 septembre, Alassane Ouattara avait aussi lancé un vaste chantier de la réhabilitation de la voirie de Yamoussoukro. Et que le 3 août, il inaugurerait l'axe Adzopé - Yakassé-Attobrou. Longue de 23 kilomètres, cette route a désenclavé le département de Yakassé-Attobrou peuplé de 72 000 âmes qui était carrément coupée de son chef-lieu. En offrant cette infrastructure à la région de La Mé, le Chef de l'État a apporté une réponse à l'une des plus importantes attentes des populations locales. ■

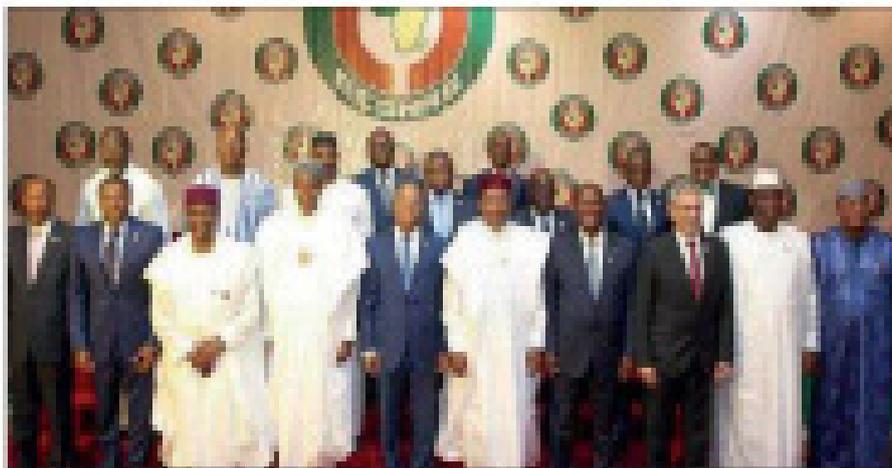
FAUSTIN ÉHOUMAN

56<sup>e</sup> session ordinaire de la Cedeao

# Akinwumi Adesina : " L'autoroute Abidjan-Lagos deviendra une réalité "

Les Chefs d'État et de gouvernement des 15 États membres de la Cedeao se sont retrouvés, le 21 décembre, au Nigeria, pour une session ordinaire de l'organisation

Le Comité des Chefs d'État et de gouvernement des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a tenu sa 56<sup>e</sup> session ordinaire, le 21 décembre, à Abuja. L'actuel président de l'organisation est le président du Nigeria, Muhammadu Buhari, qui est revenu de questions cruciales concernant la région, y compris le projet de création de la nouvelle autoroute Abidjan-Lagos pour la traverser ainsi que le plan d'urgence pour la sécurité régionale. C'est des plus grands projets régionaux réalisés dans la région sous-développée d'Abidjan-Lagos. Le président de la Banque africaine de développement (BAD), Akinwumi Adesina a présenté à l'assemblée une proposition de projet destinée aux États de l'Afrique de l'Ouest, évaluée à 1,5 milliard de dollars, destinée à améliorer les infrastructures routières dans la région. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.



Les 15 États membres de l'Organisation africaine de développement se sont réunis à Abuja, au Nigeria, le 21 décembre.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

## Tendance

La Banque africaine de développement a lancé un appel de financement de 1,5 milliard de dollars pour financer la construction de la nouvelle autoroute Abidjan-Lagos. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao. Le projet de loi est évalué à 1,5 milliard de dollars (1,5 milliard de dollars) et sera financé par la Banque africaine de développement (BAD) et les États membres de la Cedeao.

**POUR TOUS VOS TRAVAUX**

APPRETS - PROPECTIVES - DIAGNOSTICS  
 DÉPANNAGE - VISITE - SUITES  
 JOURNAUX - BROCHURES  
 CARNETS À SOUSCRIBRE...

**Prix - Qualité  
 Respect des délais**

**L'IMPRIMERIE de A à Z**

**SNPECI** - Tél: 020 20 20 20 - www.lafranceinfo.com

Infrastructures routières, électrification, accès à l'eau potable, etc.

# Comment Ouattara a transformé la Côte d'Ivoire

Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

**Q**uand en avril 2011, le Président Ouattara a repris le pouvoir en Côte d'Ivoire, il a fait entrer son pays dans une ère nouvelle. Il a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.



Lancement de travaux, inauguration, remise de bâtiments... sans oublier y associer quelques parts des travaux qui s'effectuent et des chantiers qui s'ouvrent. (PHOTOS: DCF)

Paul Houphouët-Boigny qui a gouverné le pays pendant 36 ans. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.



Une route à quatre voies à Abidjan, un des nombreux chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. (PHOTO: DCF)

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Un pays qui est devenu un pays émergent. Ouattara a lancé des chantiers de développement et de reconstruction qui ont permis de relancer l'économie et de transformer le pays. Depuis 2011, les chantiers se succèdent. Chaque jour, quelque part, quelque chose est en train d'être construit. Un ouvrage prend fin pendant qu'un autre est lancé. Résultat, c'est un pays "rebeké", une économie dynamique et une Côte d'Ivoire émergée de tous que le Président Ouattara a façonnée.

Programmes emploi jeunes

Cap sur le transfert des compétences aux collectivités territoriales

Le Bureau de coordination des programmes emploi, organe en charge de la gestion fiduciaire des fonds du Pejedec, œuvre pour que les mairies et les régions assurent la continuité des projets.

**A**u-delà des objectifs d'autonomisation et d'insertion professionnelle des populations cibles, les programmes emploi jeunes en Côte d'Ivoire ont pour enjeu majeur de relever, dans la durée et de façon pérenne, les niveaux de revenu et de vie des bénéficiaires. Il s'agit notamment de faire en sorte qu'à la fin de l'exécution des projets et le retrait des bailleurs et partenaires financiers, un mécanisme de pérennisation prenne le relais. Le postulat de ce dispositif de décentralisation, dit de transfert des compétences aux collectivités territoriales, c'est de préserver sur le long terme les acquis des programmes d'emploi jeune.

C'est dans cette optique que le Bureau de coordination des programmes emploi (Bcpe), organe en charge de la gestion fiduciaire des fonds extérieurs dédiés aux projets, dont le Projet emploi jeune et développement des compétences (Pejedec), le Projet d'insertion socio-économique des populations vulnérables de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (Prise) et le C2d-Emploi, a paraphé, en 2017, deux conventions cadres de partenariat avec l'Union des villes et communes de Côte d'Ivoire (Uvicoci) et l'Assemblée des régions et districts de Côte d'Ivoire (Ardci). L'initiative, au dire d'Hermann Toualy, coordonnateur du Bcpe, « a pour but de matérialiser l'implication des collectivités territoriales dans les activités du Pejedec, d'en faire les maîtres d'ouvrage délégués, notamment pour les travaux à haute intensité de main-d'œuvre (Thimo) ». Les communes et régions parties prenantes des conventions, qui auront acquis l'expertise et la maîtrise des projets au terme de leur mise en œuvre en décembre 2020, pourront en assurer la continuité.

**Un taux d'exécution de 122 % pour la phase initiale du Pejedec**

La convention qui lie le Bcpe à l'Ardci et à l'Uvicoci est, en effet, un pan de la phase 2 du Pejedec financé par un prêt additionnel de 26 milliards de Fcfa (50 millions de dol-



Le coordonnateur du Bcpe, Hermann Toualy (à droite), se réjouit de l'intérêt des autorités locales pour les projets d'insertion des jeunes. (PHOTOS : D.R.)

lars) de la Banque mondiale et visant à améliorer l'accès de 31 500 jeunes à l'emploi et à appuyer la réforme du secteur de la formation professionnelle.

La phase initiale du Pejedec (2012-2017), financée avec l'appui de la Banque mondiale à hauteur de 50 millions Usd (26 milliards Fcfa), a bénéficié à 33.636 jeunes,

soit un taux d'exécution de 122 %. L'objectif initial étant de 27500 jeunes. Le projet a été exécuté à travers divers programmes, tels que des stages pour les primo-demandeurs d'emploi, l'apprentissage, l'entrepreneuriat et les Thimo. C'est au regard de ce succès qu'une phase additionnelle (2015-2020) a été accordée à l'Etat de Côte

d'Ivoire pour un montant de 50 millions de dollars Usd. Le volet pris en compte par les partenariats susmentionnés porte sur les travaux à haute intensité de main-d'œuvre en milieu périurbain et rural, l'apprentissage agricole et l'entrepreneuriat à travers des incubateurs agricoles, les activités génératrices de revenus (Agr) et les micro et

petites entreprises (Mpe).

**12 450 Jeunes bénéficiaires dans 12 communes et 10 régions**

Les conventions signées avec 12 communes pour un montant total de 1 808 115 000 Fcfa ciblant 4 000 jeunes portent sur les travaux à haute intensité de main-d'œuvre en milieu urbain et périurbain. Les communes concernées sont : Sassandra, Tengrela, Tabou, Bongouanou, Vavoua, Grand-Béréby, Gboguhé, Adzopé, Akoupé, Odienné, Arrah et Bakou.

Dix régions et district ont également paraphé des conventions avec le Bcpe. Ce sont l'Agnéby-Tiassa, la Bagoué, le Béliér, le Gbôklé, le Haut-Sassandra, le Kabadougou, la Mé, le Moronou, San Pedro et Yamoussoukro. Il s'agira de mettre en activité 8450 jeunes dans des Thimo en milieu rural, de financer l'entrepreneuriat et l'apprentissage et d'aider au développement des micros et petites entreprises (Mpe) pour un coût global de 3 177 223 000 Fcfa.

L'exécution à l'échelle des villes et régions des projets du Pejedec avec la forte mobilisation des populations cibles démontre, selon Her-

mann Toualy, l'intérêt que les autorités locales accordent à l'insertion et à l'autonomisation des jeunes, volet essentiel du Programme social du gouvernement (Ps-Gouv 2019-2020). « L'appui de l'Uvicoci aux Thimo urbains se fait sur trois axes principaux. A savoir, faciliter l'exécution des conventions avec les communes, aider à définir les mécanismes de pérennisation des dispositifs du projet et soutenir la mise en place d'une stratégie de capitalisation des acquis », a-t-il mentionné. Avant d'ajouter que ces projets d'autonomisation répondent parfaitement aux aspirations du Président de la République dans le cadre du Ps-Gouv 2019-2020.

A la signature de la convention avec l'Uvicoci, Gilbert Kafana Koné, qui présidait aux destinées de la faitière, a indiqué que l'un des enjeux du financement additionnel de 50 millions de dollars Us est d'anticiper sur la pérennisation des acquis en impliquant d'office les collectivités territoriales dans la mise en œuvre des activités dédiées. Il a qualifié l'initiative de prometteuse pour la jeunesse ivoirienne qui se veut entreprenante et autonome. ■

GERMAIN GABO



Les travaux à haute intensité de main-d'œuvre sont au cœur des conventions qui lient le Bcpe à l'Ardci et l'Uvicoci.

Coopération diplomatique

# Ouattara reçoit les lettres de créance de trois diplomates

Le Chef de l'État a échangé avec les nouveaux représentants accrédités du Vatican, de l'Afrique du Sud et du Système des Nations unies en Côte d'Ivoire.



Mgr Paolo Borgia, nouveau Nonce Apostolique, ...



... Zolani Mtshotshisa, nouvel ambassadeur d'Afrique du Sud ...



... Philippe Poinot, coordonnateur résident du Système des Nations Unies ont sacrifié à la traditionnelle cérémonie de présentation de leurs lettres de créance au Chef de l'Etat avant leur prise de fonctions effectives. (PH: PORO DAGNAGO)

Le Chef de l'État, Alassane Ouattara, a reçu hier, au Palais présidentiel, les lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs accrédités en Côte d'Ivoire. Il s'agit du représentant du Saint Siège, le Nonce Apostolique Mgr Paolo Borgia qui est à son premier poste en qualité de Nonce ; de Zolani Mtshotshisa, représentant de la République d'Afrique du Sud en Côte d'Ivoire et de Philippe Poinot, en qualité de Coordonnateur résident du Système des Nations Unies. Après quelques minutes de tête à tête avec le Chef de l'État, le point majeur qui ressort des déclarations des trois personnalités diplomatiques est le renforcement des relations. Le Nonce Apostolique a tra-

duit sa joie de voir le Président Alassane Ouattara lui donner autorisation de commencer à exercer le plus tôt possible. Cela démontre de l'excellence de la coopération avec le pays. Pour lui, 2020 est très particulière en ce qui concerne les relations entre la Côte d'Ivoire et le Saint Siège parce qu'elle coïncide avec la célébration de plusieurs anniversaires. Notamment dit-il, le cinquantième anniversaire de l'établissement des relations entre Abidjan et le Saint siège. En dehors de ce fait remarquable, il a tenu à indiquer que « c'est aussi le quarantième anniversaire de la visite du Pape Jean-Paul II en Côte d'Ivoire ; le trentième anniversaire de la consécration de la Basilique Notre Dame de la paix de

Yamoussoukro et le 125<sup>e</sup> anniversaire de l'arrivée des premiers missionnaires catholiques en Côte d'Ivoire ». Et de rappeler que cette présence des religieux catholiques en terre ivoirienne était très significative dans la mesure où ceux-ci avaient pour mission première de contribuer à l'éducation des populations, d'où la construction d'écoles pour « montrer que l'intérêt de l'Eglise catholique a toujours été la promotion humaine ». Le nouveau Nonce Apostolique a profité de l'occasion pour saluer la bonne relation qui a toujours existé entre l'Église et la Côte d'Ivoire. Une coopération qu'il entend intensifier tout en profitant pour réaliser une mission importante du Vatican qui est « la réconciliation des peuples ».

Zolani Mtshotshisa, diplômé en journalisme, en communication de masse et en relations internationales, représente désormais le président sud-africain Cyril Ramaphosa. Même si les relations entre son pays et la Côte d'Ivoire sont au beau fixe, un volet très important, à savoir, la question économique reste à relever pour une plus grande autonomie. Dans ce contexte, il a indiqué que Cyril Ramaphosa et Alassane Ouattara se sont rencontrés à plusieurs reprises au cours de différentes réunions et comptent finaliser les accords liant leurs deux pays tant au niveau politique qu'économique. Il n'a pas manqué de rappeler les solides relations entre les deux pays et qui datent de l'époque où Alassane

Ouattara exerçait encore au Fonds monétaire international (Fmi). « Le Président Ouattara m'a révélé qu'à cette période, il a beaucoup échangé avec le Président Nelson Mandela », a-t-il indiqué. Quant au nouveau représentant des Nations Unies, Philippe Poinot, il a, au nom de toutes les organisations des Nations Unies, traduit ses vœux de paix et prospérité à la Côte d'Ivoire. Et a félicité le Président de la République et le Gouvernement pour les progrès « socioéconomiques tangibles ». Il a par la suite indiqué que le Président de la République et lui ont brièvement fait le tour des actions du système en Côte d'Ivoire avant de faire des projections qui tourneront autour des 17 objectifs

de Développement durable. Objectifs pour lesquels « la communauté internationale a déclaré une décennie d'actions ». Dans cette action, la coopération du Système des Nations Unies et la Côte d'Ivoire impliquera, précise-t-il, la vingtaine d'agences que compte le Système en Côte d'Ivoire, peu importe leurs dénominations et attributions. Il s'agit pour lui d'un renforcement de la coopération sous plusieurs formes, notamment l'amélioration de conseil en politique de développement pour qu'il y ait plus de cohérence remarquable par des actions conjointes et de proximité pour impacter au mieux les cibles ■

HERVÉ ADOU

## Présidentielle 2020

# 10. 000 jeunes se mobilisent pour la victoire du Rhdp

Plusieurs associations de jeunes se sont retrouvées à Korhogo, dans la capitale du Poro, pour mettre sur les fonts baptismaux un mouvement politique de soutien aux actions du Président de la République et du Rassemblement des Houphouëtistes pour la démocratie et la paix (Rhdp). « La Côte d'Ivoire en marche » a été installée le samedi 28 décembre 2019, en présence de plusieurs élus et cadres de la région. Faire la promotion des actions de développement initiées par le gouvernement et surtout se mettre en ordre de bataille pour une écrasante victoire du RHDP à l'élection

présidentielle de 2020, telle est la mission que s'est assignée "La Côte d'Ivoire en marche". Sekongo Koulotioloma a été désigné par toutes les coordinations des différentes associations de jeunes pour présider aux destinées de ce mouvement. A l'issue de son investiture, le président de ce nouveau mouvement a exprimé son engagement et sa détermination à œuvrer pour une mobilisation record de toute la jeunesse ivoirienne autour des idéaux de paix, de cohésion et de solidarité que véhicule le Rhdp. Il s'agira concrètement, dans le cadre de cette mission, de procéder à l'enrôlement des nouveaux



« La Côte d'Ivoire en marche », une association qui entend occuper le terrain politique. (PH: DR)

majeurs pour le compte du Rhdp. Car, selon M. Sekongo, ces nouveaux majeurs constituent la seule force politique crédible à même d'assurer des lendemains meilleurs aux Ivoiriens et particulièrement aux jeunes. Yéo Issouf, délégué communal Rhdp, représentant le Délégué départemental du Rhdp du Poro, l'Honorable Koné Lassina, vice-président de l'Assemblée nationale, s'est réjoui de la création de ce mouvement. Il a exhorté le président et son équipe à investir le terrain afin de susciter l'adhésion d'un plus grand nombre d'Ivoiriens autour des idéaux de paix et de développement prônés par

le parti. Le représentant du coordonnateur régional du Rhdp a particulièrement mis en mission les équipes investies, afin de sensibiliser les populations aux opérations de déclarations d'actes de naissance pour l'obtention de la carte nationale d'identité et pour la révision et l'inscription sur la liste électorale. Au cours de cette cérémonie, les coordinations régionales du Grand-Nord qui couvrent les Régions du Poro (Korhogo), du Tchologo (Ferkessedougou), de la Bagoué (Boundiali) et du Béré (Mankono) ont été installées ■

MARCEL APPENAN  
(Source : Correspondance particulière)

## Règlement, médiation et prévention des conflits en Afrique Vers la création d'un Haut conseil des sages, sous l'autorité du Roi du Maroc

Une conférence internationale sur la diplomatie coutumière en Afrique s'est tenue du 26 au 30 décembre, à Rabat, au Maroc.

**C**hefs traditionnels, universitaires, leaders religieux et guides spirituels de Côte d'Ivoire, du Mali, de la Rd Congo, du Maroc, etc., ont conduit du 26 au 30 décembre 2019 des réflexions de haut niveau qui ont porté sur le thème «Diplomatie coutumière et spirituelle et la culture de la paix : pour le développement de la nouvelle Afrique».

Selon un communiqué officiel émanant des organisateurs, l'objectif était de mettre sur pied un Haut Conseil des sages d'Afrique, placé sous la haute autorité du roi du Maroc, Mohammed VI. Cette instance devra être composée de rois, chefs traditionnels, guides religieux et leaders spirituels, ainsi que des



Le Haut conseil des sages d'Afrique sera placé sous l'autorité du Roi du Maroc, Mohammed VI. (PH: DR)

experts en diplomatie coutumière africaine. «L'ouverture, à Rabat au Maroc, de la première am-

bassade de la diplomatie coutumière, de préférence le premier semestre de l'année 2020», tout comme le lance-

ment d'une école des chefs (université d'été) chargé du renforcement des capacités des membres, figurent en

bonne place, au nombre des résolutions émanant de cette rencontre.

Autre décision arrêtée par les participants à la rencontre de Rabat, c'est l'appui aux recherches sur la diplomatie coutumière et la formation des ambassadeurs de cette diplomatie. Au sein d'une chaire créée dans une université en Afrique.

La rencontre à proprement parler a été marquée par plusieurs communications dont celle du professeur Amoa Urbain, recteur de l'Université Charles Louis de Montesquieu, portant sur le thème : « diplomatie coutumière africaine, géo-gouvernance de proximité, dialogue inter-culturel et interreligieux : clefs pour la paix et un développement permanent de qualité

en Afrique ».

A la fin des travaux, les participants ont rendu un vibrant hommage à Sa Majesté le roi Mohammed VI, en saluant «l'esprit et la très haute sagesse avec laquelle il conduit le développement du Maroc, pays dont l'expertise en nombre de domaines est reconnue et respectée en Afrique et dans le monde, par le fait d'une mise en synergie des méthodes et stratégies de gouvernance traditionnelle et moderne», souligne le communiqué qui a sanctionné la rencontre.

Cette note indique par ailleurs que l'expérience du Maroc doit faire tache d'huile en servant de «modèle de développement pour l'Afrique» ■

MARCEL APPENA

## Plateforme de l'opposition Les membres de la Cdrp consolident leurs liens

**L**a résidence de Daoukro du président du Pdc-Fda, Henri Konan Bédié, également président de la conférence des présidents de la Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (Cdrp), a servi de cadre, hier, à une rencontre entre les présidents et les secrétaires généraux des 17 partis de cette coalition. Ces différentes personnalités se sont d'abord souhaités les vœux pour la nouvelle année, ensuite ont débattu de la situation socio-politique du pays, puis ont passé au peigne fin le fonctionnement de leur coalition. Dès l'ouverture des travaux, le président Bédié, tout en les remerciant d'avoir effectué le déplacement, leur a renouvelé ses vœux du nouvel an. «Je voudrais vous remercier pour cette solidarité dans la lutte que nous menons», leur a-t-il signifié, avant de passer la parole à Aka Ahizi. Celui-ci l'a félicité pour la mise sur pied de cette plateforme politique non idéologique, capable d'accélérer le processus de réconciliation nationale, d'ouvrir sans relâche pour la démocratie en Côte d'Ivoire. «Pour cette idée féconde et pour votre disponibi-



Après la réunion, les représentants des 17 partis ont posé avec le président Bédié. (PH: DR)

lité à sa réalisation effective, les partis de la Cdrp vous disent bonne et heureuse année. Nous avons tous suivi votre parcours politique au cours duquel vous avez toujours privilégié le stylo pour signer des accords politiques et rechercher la paix, comme vous l'a enseigné le père fondateur de la Côte d'Ivoire indépendante. C'est pourquoi tous les partis politiques, pour témoigner de cette vision et vous encourager à garder le cap, ont choisi de vous offrir symboliquement un stylo en

guise de cadeau du nouvel an», a-t-il dit au président Bédié qui a accepté le présent. A la fin de la réunion, il est revenu sur les points à l'ordre du jour qui ont consolidé leurs liens et renforcé leur plateforme. La coalition comprend le Pdc-Fda, le Rpci, Nouvelle Côte d'Ivoire, le Rpp, l'Up-ci, l'Usd, le Raci, le Mvnci, le Mfa, la branche Pit d'Aka Ahizi, Cri panafrique, Sursaut national Côte d'Ivoire, le Pip, le Prci, le Cojep, le Prci, l'App ■

EDGAR YÉBOUÉ

## Gestion sécurisée des armes et des munitions Des éléments des Faci outillés

**A**l'initiative de la Commission nationale de lutte contre la prolifération et la circulation illicite des Armes légères et de petit calibre (ComNat-Alpc), trente gestionnaires d'armes et munitions issus des Forces armées de Côte d'Ivoire (Faci) ont été formés, récemment, à Yamoussoukro. Cette formation, la deuxième du genre, qui a pu se tenir grâce à l'appui financier du Secrétariat du Traité sur le commerce des armes (Tca) visait à former les agents sur les principes et outils clés pour une gestion sûre des munitions conformément aux normes et standards internationaux. Et ce, en référence au sous thème anglophone de « International Ammunition Technical Guidelines (iatg) ». Trois jours durant, les participants issus du Commandement supérieur de la gendarmerie nationale, de la Direction générale des douanes ivoiriennes, de la Direction générale des forêts et de la faune, ainsi que de la Direction générale de la police nationale ont partagé leurs expériences dans le domaine de la gestion des

munitions et des armes. Ce fut l'occasion pour Léon Djokouehi, Commissaire Divisionnaire-Major de police, par ailleurs, Secrétaire Exécutif de la ComNat-Alpc de rappeler les enjeux de cette activité qui s'inscrit dans la continuité des efforts entrepris par sa structure pour sécuriser les armes et munitions. « Le présent atelier contribuera à édifier davantage les Faci sur la gestion des munitions afin de prévenir les risques d'accidents. Il vient consolider les acquis obtenus en matière de gestion des armes et munitions et permettre ainsi à la Côte d'Ivoire d'être en phase avec ses engagements vis-à-vis du Tca », a-t-il indiqué.

Le Capitaine de police Coulibaly Ismaël a, au nom des Forces de défense et de sécurité, représentant des différents État-majors, remercié le président de la ComNat-Alpc et ses partenaires pour cette initiative très capitale pour la maîtrise et la sécurisation des objets avec lesquels ils sont en contact en permanence. « Cet atelier permettra à chaque professionnel de la filière des armes et munitions

de faire une mise à jour des réflexions, attitudes et aptitudes, sur la connaissance acquise dans le cadre des procédures et activités ayant trait à la gestion des munitions, c'est-à-dire la pratique de la comptabilité, du transport, du stockage, de l'emballage, de la manutention et de la déstructuration des munitions conventionnelles », a-t-il fait savoir.

À l'issue de ces trois jours de travaux, plusieurs recommandations ont été faites, notamment organiser chaque année un atelier et des sessions de formation, sensibilisation sur ledit processus à l'attention des chefs d'unités et/ou chefs de service des différentes forces. Éditer à nouveau le manuel de guide de procédures de gestion des stocks d'armes et de munitions ; faire un plaidoyer auprès des différents commandements pour valoriser le profil d'armurier et inclure une activité pratique de visite d'armurerie dans les Termes de référence (Tdr) des prochains ateliers ■

HERVÉ ADOU  
COMNAT-ALPC

## Aide au développement / Lutte contre la pauvreté

# La communauté internationale mobilise plus de 30 000 milliards de FCfa pour l'Afrique

Cinquante-deux gouvernements ont contribué au succès de cette nouvelle reconstitution des ressources de l'IDA, d'autres engagements devraient se concrétiser prochainement.

Une alliance mondiale de partenaires au développement a annoncé, le 13 décembre, à Stockholm en Suède, son engagement à lutter contre l'extrême pauvreté, en mobilisant 82 milliards de dollars (environ 50 000 milliards de FCfa) au profit de l'Association internationale de développement (Ida) et du fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres. Dans cette enveloppe de financement, plus de 53 milliards de dollars (plus de 30 000 milliards de FCfa) sont destinés à l'Afrique. Ce montant aidera les pays bénéficiaires à répondre aux besoins de leurs populations, à stimuler la croissance éco-



Le taux de pauvreté reste encore élevé en Afrique. (PH: DR)

l'extrême pauvreté, mais également à promouvoir une prospérité partagée dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables du monde», a déclaré David Malpass, président du Groupe de la Banque mondiale. Et d'ajouter : « Nous les remercions pour cette nouvelle marque de confiance dans les capacités de l'Ida à produire des résultats de développement bénéfiques pour celles et ceux qui en ont le plus besoin ». Les pays bénéficiant de l'aide de l'Ida abritent les deux tiers de la population pauvre mondiale (presque 500 millions d'individus). Grâce à ce financement, l'Ida va pouvoir étoffer ses interventions en appui à la création d'emplois et la transformation économique, à la bonne gouvernance et la responsabilisation des institutions. Elle pourra également accompagner les pays confrontés aux défis du changement climatique, des inégalités hommes-femmes et des situations de fragilité, de conflit et de violence — en particulier dans la région du Sahel, autour du lac Tchad et dans la corne de l'Afrique ■

FAUSTIN ÉHOUMAN

## Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire

# Jean-Marie Ackah favorable à une poursuite des réformes

Pour notre Confédération, nous devons poursuivre les réformes et innovations afin de la rapprocher encore plus de ses adhérents et tourner davantage ses actions vers la satisfaction de leurs besoins». C'est la trame du message de nouvel an de Jean-Marie Ackah, président de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (Cgeci) aux adhérents de son institution. D'autant plus que « les attentes du secteur privé sont encore grandes aussi bien en ce qui concerne l'appui à la conquête de nouveaux marchés que dans l'accompagnement à trouver des solutions aux grandes problématiques auxquelles sont toujours confrontées les entreprises », selon lui. Au dire de Jean-Marie Ackah, il s'agit de l'accès au financement notamment pour les petites et moyennes entreprises, l'élargissement de l'assiette fiscale pour alléger la pression que subit le secteur formel. Mais également de l'élimination de toutes les barrières à l'accès aux marchés nationaux ou régionaux, publics ou privés, de l'amélioration de la qualité de formation



notamment professionnelle, pour doter les entreprises de compétences nécessaires. Sans oublier l'amélioration des procédures administratives et de la réglementation parfois trop contraignantes, puis l'éclosion rapide de champions nationaux « Made in Côte d'Ivoire ».

### Des succès enregistrés

Le patron des patrons ivoiriens s'est aussi félicité des

avancées enregistrées. « En trois ans, nous avons porté la voix du secteur privé ivoirien sur toutes les grandes réformes et les principaux sujets qui ont occupé les pouvoirs publics nationaux et les organisations régionales », a-t-il indiqué. Au plan national, le président de la Cgeci s'est félicité de la contribution de son institution à la réforme et à la prévisibilité du système fiscal, à la

réforme de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, à la promotion de la RSE au sein des entreprises et à la promotion des champions nationaux. En outre, Jean-Marie Ackah a rappelé l'action de la Cgeci au plan régional, notamment le rapprochement du patronat ivoirien des instances communautaires (commissions de la Cedeao et de l'Uemoa, Chambre consulaire régionale de l'Uemoa...). Pour Jean-Marie Ackah, la Cgeci a activement participé aux discussions sur les Accords de partenariat économique (Ape) régional et intérimaire, sur les entraves au Schéma de libéralisation des échanges communautaires (Sle), sur l'application du dispositif réglementaire du Tarif extérieur commun (Tec) de la Cedeao et sur la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf). Au niveau social, « nous nous réjouissons de la consolidation du dialogue avec les partenaires sociaux qui a permis d'anticiper et de prévenir les conflits au sein des entreprises » a confié Jean-Marie Ackah ■

ABOUBAKAR BAMBA

nomique et à renforcer la résilience aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles. La communauté internationale réaffirme ainsi son soutien aux pays les plus pauvres du monde. Au cœur des priorités, l'emploi, l'égalité hommes-femmes, la fragilité, le climat et la bonne gouvernance. « En prenant cet engagement aujourd'hui, nos partenaires montrent qu'ils sont plus que jamais déterminés à mettre fin à

## Tendance

**DÉCLARATION** • Kristalina Georgieva, directrice générale du Fonds monétaire international (Fmi), a fait le 21 décembre 2019, la déclaration suivante à propos de la réforme du système du franc CFA, monnaie de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa) :

« Je salue les réformes du système du franc CFA annoncées aujourd'hui à Abidjan par les présidents Ouattara et Macron. Elles constituent une étape essentielle dans la modernisation d'accords de longue date entre l'Union économique et monétaire ouest-africaine et la France.

Les mesures annoncées s'appuient sur le bon bilan de l'Uemoa en matière de conduite de la politique monétaire et de gestion des réserves extérieures. Ces dernières années, l'Uemoa a enregistré une faible inflation et une croissance économique forte, la situation des finances publiques s'est améliorée et le niveau des réserves de change a augmenté. Ces réformes maintiennent également d'importants facteurs de stabilité qui ont été fort utiles à la région, dont la parité fixe avec l'euro et la convertibilité illimitée garantie par la France.

Le Fmi se tient prêt à coopérer avec les autorités régionales en fonction des besoins ainsi qu'à appuyer la mise en œuvre de cette importante initiative. »

(PH: DR)